



2007 : une année décisive pour les Français

L'année 2007 est une année exceptionnelle car nous allons choisir, dans quelques mois, dans quelle France nous voulons vivre ensemble et avec quelles valeurs nous voulons porter un nouvel élan. Beaucoup de Français, même si leur choix n'est pas encore arrêté, entendent bien prendre leur part de cette décision majeure. Beaucoup de jeunes ont tenu à s'inscrire sur les listes électorales pour dire, eux aussi, leur mot et pour peser.

Je veux les remercier pour leur mobilisation civique, leur volonté de participer, leur message d'espoir démocratique.

À l'aube de cette année particulière, je veux exprimer plus que des vœux : une volonté. Ma volonté de conduire avec vous le profond changement dont la France a besoin et qu'attendent les Français.

Alors oui, en cette nouvelle année

2007, ce ne sont pas seulement des souhaits que je formule pour la France mais ce que je crois et ce que je veux pour elle, ce que nous pouvons pour elle, tous ensemble.

Je ne veux pas seulement donner à la France de nouvelles chances, je veux lui donner toutes ses chances.

J'ai été désignée par le Parti socialiste, soutenue par d'autres formations de gauche pour défendre un projet lors de cette rencontre. Ce projet il vous devra, il vous doit déjà beaucoup. Sa réussite dépen-



dra de votre engagement et de notre lucidité. Voilà pourquoi la vérité sera au cœur de notre pacte.

Nous y répondrons, nous les millions de Français qui avons le privilège d'appartenir à ce pays, d'où que nous venions, hommes ou femmes et quelque soit notre couleur de peau en réaffirmant notre attachement à nos valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité. Voilà pourquoi nous avons fait la République et pourquoi il faut la faire vivre. Nos valeurs, et d'abord celle de la fraternité à laquelle je tiens en tout premier lieu, qui suppose acquise celle de l'égalité, seront notre talisman dans ce monde difficile. Réunis, nous ne craignons rien.

Nous pouvons changer la France en réconciliant l'ordre et la justice, car seule la justice est facteur d'ordre. C'est-à-dire en faisant le pari de la démocratie et de notre intelligence collective, en nous respectant tout simplement.

le progrès pour tous le respect pour chacun

Ségolène Royal

Le bilan de la droite : c'est

Le bilan : insécurité et précarité

■ Un pays entre de mauvaises mains

Avec une croissance de 1,5% et des déficits publics élevés, la dette de la France s'est accrue de 345 milliards d'euros. Le déficit commercial de la France atteint un record historique de près de 30 milliards d'euros.

■ Des baisses d'impôts injustes

Les baisses d'impôts sur les revenus ont été d'environ 5 milliards par an. Elles ont profité en priorité aux 10 % des ménages les plus aisés. La réforme prévue pour 2007 bénéficiera aux ménages qui ont un revenu supérieur à 10 000 euros par mois. Dans le même temps les prélèvements obligatoires ont continué à progresser avec l'augmentation des taxes (essence, tabac, énergies, CSG, loyers...).

■ Le logement oublié

Aujourd'hui 1,4 millions de salariés ne trouvent pas de logement. 85% des constructions nouvelles ne sont pas accessibles aux ménages modestes. La droite a toujours

refusé d'appliquer la loi votée sous le gouvernement de Lionel Jospin qui oblige les communes à construire 20% de logements sociaux. (exemple 2,7% de logements sociaux à Neuilly, chez Nicolas Sarkozy).

■ L'emploi dégradé

La gauche avait créé 370 000 emplois par an. La droite n'en a créé plus que 38 000 par an depuis 2002. 78 % des contrats sont précaires (CDD, intérim), Conséquence : le nombre de Rmistes a augmenté de 231 000 en quatre ans.

■ Un pouvoir d'achat en berne

Entre 1997-2002, la hausse du revenu brut disponible pour les ménages a été de 3% par an. Depuis 2002, cette hausse a été divisée par deux : elle atteint à peine 1,5%.

■ L'insécurité aggravée

En 2006, selon l'Observatoire national de la délinquance, les violences physiques aux personnes ont augmenté de 9,9 % - et de 27% entre 2002 et 2006. En supprimant la police de proximité, on constate une hausse de + de 34% depuis

2002 des attaques contre les représentants des services publics (policiers, pompiers, enseignants, conducteurs de bus ou de métro).

■ L'environnement négligé

Baisse de 22% des crédits accordés à l'ADEME (Agence de défense de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Suppression dans les contrats de plan État-régions des subventions au développement des transports collectifs en sites propres (tramway) depuis 2004. Aucune volonté affirmée en matière de développement des énergies renouvelables et d'économie d'énergie.

■ L'avenir sacrifié

• *Éducation : diminution de la présence des adultes, enseignants, aides éducateurs (avec la suppression des emplois jeunes).*

• *Université : un niveau de dépenses par étudiant le plus faible (7600 euros en France, 10 400 en l'Allemagne, 19 000 euros aux États-Unis)*

• *Recherche : l'effort de financement public a diminué (1,5 % du PIB) sans que la part du privé ait augmentée (1% du PIB).*

Le projet de Nicolas Sarkozy

Le projet : une « rupture » inquiétante

Nicolas Sarkozy aujourd'hui fait feu de tout bois. Les promesses pleuvent, « la fin des droits de succession », « plus d'égalité pour les retraites », « la liberté du choix dans le travail », « deux ans seulement pour accueillir ceux qui n'ont pas de toit », etc. Nicolas Sarkozy n'hésite pas même à utiliser les mots de Jacques Chirac hier de 1995 sur la fracture sociale. On en connaît depuis 12 ans la vacuité.

■ Des promesses non tenues

• *Le bilan de cinq années de gouvernement de droite, dont il est le numéro deux est suffisant pour voir qu'il y a un fossé entre les annonces verbales et les actes réels. Où est, par exemple, sa promesse devant l'Assemblée nationale de ne pas privatiser Gaz de France ? Foulée aux pieds quelques mois après !*

Mais il faut plus encore considérer la réalité du projet qu'il présente aux Français.

■ Un projet libéral

• *C'est un projet profondément libéral. Il veut rompre avec le modèle social français qu'il dit archaïque. Il est un partisan du libéralisme économique à la*

mode anglo-saxonne. Il affaiblit les garanties collectives et la protection sociale. Il appelle au « chacun pour soi » contre toutes les solidarités qu'il assimile à de « l'assistance ».

■ Un projet communautariste

• *Loin de se reconnaître dans les principes de laïcité, Nicolas Sarkozy conçoit la citoyenneté à travers l'appartenance à une religion. Il cherche la paix sociale dans le dialogue avec les institutions religieuses ; il flatte les communautés et oublie les principes de la République.*

■ Un projet inquietant

• *Nicolas Sarkozy a dénoncé les patrons voyous mais son projet est celui du Medef qui lui demande de supprimer le contrat à durée indéterminée,*

Nicolas Sarkozy dit qu'il est l'homme de la « rupture tranquille ». On sait maintenant que sa première rupture, c'est avec la vérité ! Et que cette rupture sera inquiétante !

de mettre fin aux 35 heures, de supprimer le droit de grève dans le secteur public et prévoit encore de nouveaux cadeaux fiscaux pour les plus privilégiés.

■ Un projet atlantiste

• *C'est un projet et profondément atlantiste. Proche de la droite américaine, il a franchi l'année dernière, un nouveaux pas. Parlant de l'opposition de la France à la guerre américaine en Irak, que tous aujourd'hui s'accordent à dire désastreuse, il a ridiculisé la « grandiloquence stérile de la France ». Une photo avec Georges Bush valait-elle cela !*

■ Un projet démagogique

• *C'est un projet démagogique. Nicolas Sarkozy veut faire de sa politique de sécurité sa principale promesse. Son bilan ne répond pas pour lui. Surtout les mesures qu'il annonce, sans reconnaître son erreur sur le démantèlement de la police de proximité, son attitude de défiance vis-à-vis de la justice, ses provocations fréquentes, montrent qu'il entretient la crise plutôt qu'il ne la combat.*

Ségolène Royal

Mes combats pour la France

I. Mon premier combat sera pour les familles

Tout commence par les familles, car si elles fonctionnent bien et assument leur devoir d'affection, d'éducation et de surveillance, alors les enfants démarrent dans la vie dans de bonnes conditions.

Le logement est la condition première d'une vie de famille sécurisée. Et les inégalités criantes dans ce domaine doivent se réduire pour assurer à toutes les familles une sécurité logement tout au long de la vie.

Obligation dans chaque ville de créer une place d'hébergement d'urgence pour 1000 habitants.

D'abord la construction des 120 000 logements sociaux dont on a besoin et qui, faute d'obéissance à la loi par certaines communes, ne sont pas construits.

La création d'un service public de la caution permettra d'assurer les impayés de loyer et d'éviter les expulsions.

Il faudra faire la mise en location des nombreux logements vacants spéculatifs.

L'accès à la propriété sera favorisé et encouragé par l'extension des prêts gratuits.



II. Mon second pour l'éducation et la jeunesse

Tout enfant doit pouvoir, avant trois ans, être accueilli pour permettre la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. C'est le service public de la petite enfance.

L'éducation doit permettre l'emploi. Aucun jeune ne doit rester au chômage plus de six mois, sans qu'une formation ou un contrat ne lui soit proposé.

L'Etat ouvrira un nouveau droit : chaque jeune, à sa majorité, disposera d'un prêt gratuit de 10.000 euros, garanti par l'Etat, pour lui permettre de construire son premier projet de vie.

III. Mon troisième pour le développement économique, social, environnemental

Pour encourager le passage du Rmi au travail, je donnerai raison à ceux qui demandent la création d'un Revenu de Solidarité Active qui regroupera toutes les prestations en un mécanisme unique, durable ; qui garantira que, quel que soit son salaire, nul ne travaille à perte. C'est la lutte contre la vie chère et la précarité qui seront les premiers vecteurs de la valeur travail.

Je veux que toutes les politiques publiques prennent en compte l'impératif écologique. Je veux que la France et l'Europe donnent l'exemple, en assurant la protection et le bien-être des générations futures mais aussi en tirant parti, ici et maintenant, du potentiel d'activités et d'emplois dont l'environnement, nouvelle frontière économique et sociale, est porteur.

IV. Mon quatrième pour une Europe qui protège et prépare l'avenir

Plus ils doutent de leurs gouvernants, plus les Français doutent de l'Europe. Je veux une Europe qui protège des désordres d'une mondialisation où le marché seul dicte sa loi, une Europe qui prépare l'avenir en investissant dans la recherche et dans l'énergie. Je veux une Europe qui pèse et fasse entendre sa voix et qui investit dans la recherche. Une Europe mobilisée pour la croissance, pour l'emploi et pour les droits sociaux et environnementaux. Une Europe concrète, qui marche au bénéfice de tous. Une Europe par la preuve. C'est pourquoi, quand viendra le moment de la Présidence française, je veux réussir la réforme des institutions européennes pour que nous ayons les outils d'un fonctionnement plus démocratique et plus efficace.

Parti socialiste • 10, rue de Solferino • 75007 Paris
www.parti-socialiste.fr Tél. : 01 45 56 77 00